



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

gouvernement

Question au Gouvernement n° 2061

Texte de la question

POLITIQUE DU GOUVERNEMENT

M. le président. La parole est à M. Romain Colas, pour le groupe socialiste, républicain et citoyen.

M. Romain Colas. Ma question s'adresse à M. le Premier ministre.

Contrairement à ce qu'affirmait il y a un instant M. Ciotti, le 14 juillet, son défilé, son cortège de manifestations festives et conviviales dans les villes et villages de France, ont marqué la profonde aspiration des Français au rassemblement : rassemblement autour des valeurs républicaines et de l'ambition toujours nécessaire pour bâtir une communauté de destin ; rassemblement derrière nos armées – notre groupe s'associe pleinement à l'hommage rendu par le président de l'Assemblée nationale, M. Claude Bartolone, au sous-officier tombé hier en opération au Mali, ainsi qu'à ses camarades blessés ; rassemblement, enfin, derrière un projet, un cap, car les Français attendent de leurs dirigeants clarté, ambition, responsabilité et courage.

N'en déplaise à M. Ciotti, c'est bien ce cap que notre majorité entend tenir, comme l'a rappelé hier avec force le Président de la République. Oui, nous avons le devoir de mettre en œuvre des réformes ambitieuses jusqu'à la dernière minute du quinquennat : réforme territoriale, dont l'examen démarre aujourd'hui à l'Assemblée, pour moderniser la structure politique et administrative de notre pays ; pacte de responsabilité et de solidarité, qui mobilise toutes les énergies pour remporter la bataille de l'emploi, de la justice et de la compétitivité ;...

Un député du groupe UMP . Vous n'y croyez pas !

M. Romain Colas. ...soutien à l'investissement, public comme privé, ainsi que l'a rappelé la semaine dernière Arnaud Montebourg ; engagement pour mieux répartir les efforts et redonner du pouvoir d'achat aux classes populaires et moyennes ; enfin, détermination pour redresser les comptes publics, qui sont gravement affectés, notamment à cause des errements budgétaires du précédent quinquennat. (*Exclamations sur les bancs du groupe UMP. – Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe SRC.*)

Notre majorité est et sera au rendez-vous ; elle sera à la hauteur des défis auxquels la France doit faire face. Nous connaissons les attentes de nos concitoyens ; nous avons chevillée au corps la volonté de les servir. (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC et sur plusieurs bancs du groupe écologiste.*)

M. le président. La parole est à M. le Premier ministre.

M. Manuel Valls, Premier ministre. Monsieur le président, permettez-moi de saluer le nouveau député qu'est M. Colas. (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.*) Je tenais d'autant plus à le saluer qu'il est un élu du département de l'Essonne. (*Sourires.*)

M. Christian Jacob. Il n'y a pas eu d'élection partielle !

M. Manuel Valls, Premier ministre . Monsieur Jacob, même sur ce point vous essayez de nous diviser, mais vous n'y arriverez pas. Ayez un peu d'humour et faites preuve d'un peu de sensibilité. Laissez-moi également saluer un représentant de mon département. (*Exclamations sur les bancs du groupe UMP.*)

Vous avez eu raison, monsieur Colas, de rappeler ce qui nous rassemble autour des valeurs du 14 juillet, de notre fête nationale – comme je l'ai fait il y a un instant. Mais le 14 juillet n'est pas uniquement un moment de commémoration ou de souvenir. Au-delà du rassemblement du pays autour de nos armées, c'est aussi le moment de tracer des perspectives pour l'avenir. C'est bien ce que le Président de la République a fait hier.

Je ne reviendrai pas sur tous les éléments que vous venez de rappeler ; ils prouvent que la politique que nous menons est cohérente, déterminée et réformatrice. Elle est cohérente, d'abord, car toutes nos actions se complètent, s'ajoutent pour atteindre nos objectifs, à savoir la croissance et l'emploi, qui sont des moteurs essentiels pour notre pays. La diminution de l'impôt sur le revenu est attendue. Elle concernera 3,7 millions de ménages dès septembre prochain, dont 1,9 million sortiront de l'impôt sur le revenu. Le chef de l'État l'a rappelé une nouvelle fois : cette baisse nécessaire, notamment pour les classes moyennes, se poursuivra en 2015.

M. Laurent Wauquiez. Vous assommez les Français d'impôts !

M. Manuel Valls, Premier ministre . Nous sommes déterminés, avec la majorité, car nous devons affronter de grandes difficultés et relever de grands défis. Nous les surmonterons et nous tiendrons le cap, comme le Président de la République l'a également rappelé. Ce cap, c'est celui d'une France plus juste, plus innovante, une France qui va de l'avant. Vous avez eu raison de rappeler l'intervention faite la semaine dernière par Arnaud Montebourg, qui s'attaque aux privilèges et à la rente.

M. Julien Aubert. Il faudrait commencer par les régimes spéciaux !

M. Manuel Valls, Premier ministre . Notre pays est trop bloqué par ces privilèges et par ces rentes : nous avons besoin de tourner davantage notre économie vers l'innovation. Cela concerne, bien sûr, les grandes entreprises, mais aussi, au premier chef, les PME et les PMI.

Enfin, notre politique est réformatrice, car rien n'est pire que l'immobilisme et l'enlisement. Il faut avancer. À cet égard, vous commencez aujourd'hui l'examen du projet de loi relatif à la délimitation des régions. Or on voit bien à quel point, au-delà du débat habituel entre progressistes et conservateurs, un autre clivage existe, qui oppose partisans de la réforme et partisans de l'immobilisme. Monsieur le député, plus que jamais, la majorité, le Gouvernement et le Président de la République incarnent les réformes dont notre pays a besoin. (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC et sur plusieurs bancs du groupe écologiste.*)

Données clés

Auteur : [M. Romain Colas](#)

Circonscription : Essonne (9^e circonscription) - Socialiste, écologiste et républicain

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 2061

Rubrique : État

Ministère interrogé : Premier ministre

Ministère attributaire : Premier ministre

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [16 juillet 2014](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [16 juillet 2014](#)